

Commissie voor Energie, Leefmilieu
en Klimaat

van

DINSDAG 19 MEI 2026

Voormiddag

Commission de l'Énergie, de
l'Environnement et du Climat

du

MARDI 19 MAI 2026

Matin

De openbare commissievergadering wordt geopend om 10.10 uur en voorgezeten door de heer Jeroen Soete.

La réunion publique de commission est ouverte à 10 h 10 et présidée par M. Jeroen Soete.

De teksten die cursief zijn opgenomen in het Integraal Verslag werden niet uitgesproken en steunen uitsluitend op de tekst die de spreker heeft ingediend.

Les textes figurant en italique dans le Compte rendu intégral n'ont pas été prononcés et sont la reproduction exacte des textes déposés par les auteurs.

De **voorzitter**: Vraag nr. 56013876C van de heer Coenegrachts en vraag nr. 56015462C van de heer Cornillie zijn uitgesteld.

01 **Question de François De Smet à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le Plan fédéral pour les pollinisateurs" (56015705C)**

01 **Vraag van François De Smet aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "Het Federaal Bestuiversplan" (56015705C)**

01.01 **François De Smet (DéFI):** Monsieur le ministre, afin d'endiguer le déclin progressif des pollinisateurs – abeilles, bourdons, papillons, etc. –, qui jouent un rôle primordial dans la nature et dans l'approvisionnement alimentaire des humains, le SPF Santé Publique a élaboré un plan fédéral pour les pollinisateurs 2026-2028, qui vise à restaurer un environnement favorable à tous les pollinisateurs par un meilleur aménagement des habitats et une surveillance plus étroite des ruches. Une consultation publique a été ouverte jusqu'au 31 mars dernier, notamment afin d'élargir les propositions et de recueillir des avis sur ce plan.

La presse a répercuté certaines critiques formulées par Natagora, qui estime que ce plan d'action est presque exclusivement axé sur l'abeille domestique, orientation qu'elle juge "scientifiquement réductrice et stratégiquement contre-productive, car l'abeille domestique n'est pas une espèce menacée". Natagora met en évidence le fait que plus de la moitié des espèces d'abeilles sauvages sont soit menacées, soit en voie d'extinction. Elle ajoute qu'un récent rapport de la Commission européenne confirme que 172 espèces d'abeilles sauvages sont menacées en Europe et que leurs besoins spécifiques sont très différents de ceux de l'abeille domestique. Natagora formule également des réserves quant au fait que le plan présente des carences quant à déterminer une trajectoire de réduction des pesticides et ne propose pas d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès à cet égard. Enfin, l'association fait référence au règlement européen sur la restauration de la nature qui impose aux États membres d'inverser le déclin de leur population de pollinisateurs d'ici à 2030, ce qui n'est pas mentionné dans le plan.

Monsieur le ministre, les critiques exposées par Natagora ont-elles fait l'objet d'une analyse par vos services? Le cas échéant, des modalités correctrices seront-elles apportées à ce plan d'action? Quels sont l'échéancier et le calendrier de mise en œuvre du plan?

01.02 **Jean-Luc Crucke, ministre:** Monsieur De Smet, le projet de plan fédéral pour les pollinisateurs 2026-2028 a fait l'objet d'une consultation publique organisée du 30 janvier 2026 au 31 mars 2026. Dans ce cadre, mon administration a reçu 140 contributions émanant de citoyens, de fédérations professionnelles, d'ASBL, d'organisations publiques, d'ONG, ainsi que du monde scientifique. Je tiens à vous assurer que l'ensemble des contributions, y compris celle de Natagora, fera l'objet d'un examen

attentif.

Selon les thématiques abordées, les remarques seront traitées soit directement par mon administration, soit, le cas échéant, en collaboration avec les services fédéraux compétents. Lorsque cela s'avère pertinent, des ajustements seront intégrés au plan d'action. Toutefois, afin de respecter le calendrier de mise en œuvre, certaines propositions complémentaires pourront être prises comme pistes d'approfondissement en vue du prochain plan fédéral pour les pollinisateurs.

Concernant les observations de Natagora relatives au déséquilibre entre l'attention accordée aux pollinisateurs sauvages et aux abeilles domestiques, celles-ci ont été prises en considération, tout en tenant compte des compétences fédérales importantes en matière d'apiculture, qui justifient une attention spécifique aux abeilles domestiques.

En ce qui concerne la trajectoire de réduction des pesticides, il s'agit d'un enjeu majeur nécessitant une concertation approfondie avec l'ensemble des services fédéraux et régionaux concernés. Bien que cette matière relève des compétences du ministre Clarinval, je veillerai à promouvoir une meilleure prise en compte de la dimension des pollinisateurs dans l'élaboration du futur plan d'action national de réduction des pesticides (NAPAN 2028-2030). Mes services collaborent étroitement avec le cabinet compétent à cet effet.

Enfin, le traitement des contributions issues de la consultation publique, qui nécessite une coordination avec l'ensemble des acteurs concernés, implique que l'adoption du plan interviendra dès que possible. Je ne peux à ce stade en préciser davantage le calendrier. Je peux néanmoins confirmer qu'une évaluation à mi-parcours est prévue en 2027, notamment afin d'alimenter la préparation du plan suivant, qui débutera en 2028.

01.03 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Nous assurerons le suivi avec vous dans les mois et années à venir.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Samengevoegde vragen van

- Oskar Seuntjens aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De stand van zaken met betrekking tot het sociaal klimaatplan" (56015712C)
- Kurt Ravyts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De indiening van het Belgische sociaal klimaatplan bij de Europese Commissie" (56015770C)
- Éric Thiébaud aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "Het sociaal klimaatplan" (56016050C)

02 Questions jointes de

- Oskar Seuntjens à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "L'état d'avancement du plan social pour le climat" (56015712C)
- Kurt Ravyts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le dépôt du plan social belge pour le climat auprès de la Commission européenne" (56015770C)
- Éric Thiébaud à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le plan social pour le climat" (56016050C)

02.01 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer de minister, Vlaanderen en Wallonië hebben hun huiswerk in verband met het Sociaal Klimaatfonds afgewerkt. De vraag is hoe het zit met het federale deel, want de maatregelen die door Vlaanderen en Wallonië zijn voorbereid, kunnen natuurlijk alleen worden uitgevoerd als er een totaalakkoord is. Federaal is er nog geen akkoord.

Wat is de stand van zaken? Waar loopt een akkoord eventueel op vast? Welk tijdspad mogen we verwachten, zodat we hopelijk zo snel mogelijk een totaal sociaal klimaatplan klaar kunnen hebben?

02.02 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de voorzitter, ik heb mijn huiswerk zorgvuldiger voorbereid.

Mijnheer de minister, vorige maand antwoordde u op een vraag van de heer Thiébaud dat er vandaag

in het Overlegcomité een en ander rond het Belgische sociaal klimaatplan zou worden goedgekeurd en dat u voor de indiening bij de Europese Commissie de datum van 9 juni 2026 voor ogen had. Ondertussen is er een bevoegde federale autoriteit aangeduid, namelijk de FOD BOSA.

Wat is de stand van zaken in het dossier? Welke federale maatregelen overweegt u?

Wat de ondersteuning van kwetsbare huishoudens betreft, is volgens mij het enige element dat momenteel in de pot voor de kwetsbare huishoudens zit en ook verworven is, de verlaging van de accijnzen op elektriciteit. Ik ben ontgoocheld dat er niet meer in zit dan dat.

Er is natuurlijk ook de maatregel in verband met micro-ondernemingen, maar daarvoor restten er nog enkele technische problemen.

Wordt de zaak vandaag afgeklopt in het Overlegcomité? Komt het Overlegcomité vandaag samen?

Komt er ook een samenwerkingsakkoord om de verdeling van de middelen en de *governance* juridisch vast te leggen?

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de micro-ondernemingen? Zijn er op dat vlak de voorbije maand nog vorderingen gemaakt?

02.03 **Éric Thiébaud (PS):** Monsieur le ministre, je pense qu'il est essentiel que vous puissiez régulièrement faire le point sur les avancées du plan social pour le climat.

Pour rappel, l'Union européenne a mis en place un nouveau marché du carbone. En parallèle, un Fonds social pour le climat a été créé. Concrètement, pour l'État fédéral, cela représente tout de même 217 millions d'euros destinés à aider les ménages et les petites entreprises vulnérables à faire face au coût de l'énergie et à réaliser la transition énergétique. Passer à côté de cette enveloppe n'est pas envisageable. Pourtant, nous allons malheureusement de report en report.

Dans votre note de politique, vous annonciez une soumission à la Commission pour le 30 juin 2025. Nous sommes aujourd'hui presque un an plus tard. Lorsque je vous avais interrogé le 14 avril dernier, vous aviez indiqué, avec beaucoup de prudence, espérer une approbation du plan pour le 19 mai – donc aujourd'hui – et une soumission à la Commission européenne en juin.

Monsieur le ministre où en est le dossier? Quelles sont les conséquences des différents reports pour l'enveloppe fédérale? Quelles sont les mesures prévues pour les ménages et les micro-entreprises vulnérables?

02.04 **Minister Jean-Luc Crucke:** Geachte collega's, ik benadruk dat er een intensieve samenwerking bestaat met de entiteiten en dat er regelmatig afgestemd wordt met de Europese Commissie. De Commissie stuurt aan op een spoedige indiening, maar ook op de uitvoerbaarheid en de controleerbaarheid van de maatregelen, evenals op de coherentie van het Belgische sociaal klimaatplan.

Het klopt dat de werkzaamheden om tot een geïntegreerd plan te komen aanzienlijk zijn vertraagd. Daarbij wil ik meteen nuanceren dat die vertraging niet alleen kan worden toegeschreven aan het uitblijven van een beslissing van de federale regering over de federale maatregelen. Hoewel de gewestregeringen, zij het niet allemaal, al zijn overgegaan tot beslissingen, vormen de effectieve doorontwikkeling van de maatregelen volgens de bepalingen van het Sociaal Klimaatfonds, de impact van de maatregelen, de implementatiemodaliteiten en de budgettering nog altijd het voorwerp van intensieve discussies binnen elke entiteit en van intensieve interacties tussen de experts van de entiteiten en de Europese Commissie.

De federale maatregelen worden ook ingezet ter aanvulling van regionale investeringen en instrumenten, met als doel kwetsbare huishoudens en micro-ondernemingen maximaal te ondersteunen voor de impact van ETS2 op de energieprijzen. Federaal zetten we daarom in op fiscale maatregelen die kwetsbare huishoudens en micro-ondernemingen moeten aanzetten om de transitie te maken en zo minder kwetsbaar te worden voor de impact van ETS2, en die tegelijk een inkomensondersteunend effect hebben. Voor huishoudens zijn de contouren van een bijkomende

accijnsverlaging op elektriciteit voor kwetsbare huishoudens zo goed als rond. Die maatregel bestaat uit een gedeeltelijke verlaging van de accijnzen op elektriciteit, gefinancierd via het Sociaal Klimaatfonds, tot het Europees minimumniveau van 1 euro per megawattuur. De maatregel richt zich op huishoudens die in aanmerking komen voor het sociaal tarief. De criteria van het sociaal tarief vormen ook voor de Europese Commissie een robuuste inkomensgerelateerde indicator voor kwetsbaarheid ten aanzien van ETS2.

La Commission européenne a reconnu de manière informelle ces ménages comme un groupe éligible dans le cadre du Fonds social pour le climat. Les discussions en cours portent principalement sur le suivi et le contrôle de la mise en œuvre. La mesure est désormais suffisamment élaborée pour pouvoir être approuvée par le Conseil des ministres.

Voor micro-ondernemingen zijn de werkzaamheden minder vergevorderd. Er bestaan nog steeds technische uitdagingen met betrekking tot de identificatie van de kwetsbare micro-ondernemingen, de vraag of er een sectorafbakening komt of niet en de controle of de tariefverlaging daadwerkelijk aan de juiste ondernemingen wordt toegekend.

Bij een accijnsverlaging op elektriciteit moet zeker zijn dat de Commissie akkoord gaat met de werkwijze om die ondernemingen te identificeren, dat de maatregel in lijn is met de bepalingen van de Europese richtlijn over energiebelastingen en dat de correcte toepassing van het tarief voor deze ondernemingen kan worden gecontroleerd.

Les données disponibles sont en effet incomplètes et fragmentées, ce qui rend difficile l'identification des micro-entreprises pouvant être considérées comme vulnérables au sens du Fonds social pour le climat.

Plusieurs options ont été examinées, mais ont systématiquement été rejetées par la Commission européenne. Les critères actuellement envisagés portent notamment sur le niveau de consommation d'électricité ou sur certains secteurs d'activité. La mise en œuvre pratique est toutefois difficile à définir et les discussions sont toujours en cours. Cette deuxième mesure est suivie par le cabinet de la ministre Simonet, compte tenu de l'accent mis sur les micro-entreprises, en étroite collaboration avec le cabinet du ministre Jambon, puisqu'il s'agit d'une réduction des accises sur l'électricité.

Alles wordt in het werk gesteld om de nog openstaande punten uit te klaren, zodat we samen zeer snel een ontwerpplan bij de Europese Commissie kunnen indienen. Eventuele resterende technische elementen kunnen, indien nodig, daarna volgen, zodat we in dit dossier op een gecoördineerde wijze vooruitgang kunnen boeken.

Voor de governance werken we momenteel samen met BOSA, hoewel het SPP nog niet officieel gemachtigd is om die rol te vervullen. Tot alle maatregelen zijn afgerond, is het helaas niet mogelijk om dit governanceaspect, dat gemeenschappelijk is voor de vier entiteiten, af te ronden. Het is belangrijk om te benadrukken dat het doel erin bestaat om een implementatie-, monitoring-, controle- en auditsysteem op te zetten dat de implementatie en het waarborgen van Europese fondsen vergemakkelijkt, op basis van betrouwbare indicatoren en gegevens die aantonen dat de aangekondigde mijlpalen en doelstellingen zijn bereikt.

Le plan social pour le climat figure à l'ordre du jour du Comité de concertation (Codeco) de ce jour. L'objectif initial était de prendre acte des contributions de l'ensemble des entités, mais en l'absence des contributions fédérales et bruxelloises, il est fort probable que le Codeco demande qu'une nouvelle date de validation soit fixée. Je mettrai tout en œuvre pour que ce plan soit validé avant l'été, afin de pouvoir le déposer dans les meilleurs délais. Comme vous l'avez compris, en ce qui concerne mes compétences, le travail est effectué. En ce qui concerne l'économie, je suis en attente de l'évolution du dossier porté par la ministre Simonet et le ministre Jambon. Par ailleurs, je me dois de constater que la Région bruxelloise n'a elle-même pas déposé de plan; nous sommes donc en attente de sa contribution.

02.05 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dank u wel voor uw antwoord, mijnheer de minister.

Ik wil nogmaals oproepen om hopelijk zo snel mogelijk tot een akkoord te komen. Dat is uiteraard noodzakelijk als we een beroep willen doen op het Sociaal Klimaatfonds voor een bedrag van meer

dan 2 miljard euro, dat nodig zal zijn om de impact van ETS2 te verlichten. Ik hoop dus echt dat er zo snel mogelijk een akkoord komt, voor het federale niveau en natuurlijk ook voor de gewesten, want die hebben hun plannen klaarliggen. Ik wil ook oproepen om hen hun werk te laten doen door een akkoord te vinden. Dank u wel.

02.06 Kurt Ravyts (VB): Ik dank u voor uw uitgebreide en gedetailleerde antwoord, mijnheer de minister.

Er is inderdaad de trieste realiteit van ETS2. Daartegenover staat de implementatie in België van het Sociaal Klimaatfonds. Ik hoop dat dat op 1 januari 2027 in werking zal treden, maar ik hoor dat er nog heel wat werk aan de winkel is wat de validatie betreft. U blijft zeer voorzichtig. Er is ook de Brusselse realiteit, die niet zo rooskleurig is. We kunnen dus alleen maar hopen dat er snel definitieve en robuuste akkoorden tot stand komen. Voor ons is de maatregel voor de kwetsbare huishoudens uiteraard welkom, maar zeker niet voldoende. Dat is echter voer voor andere debatten. Dank u wel.

02.07 Éric Thiébaud (PS): Monsieur le ministre, merci pour cette réponse assez complète.

Je remarque que vous estimez avoir fait votre travail, mais que vous avez des soucis avec vos partenaires. Cela, je le comprends. Dans la majorité dans laquelle vous êtes, avec la ministre MR pour qui je pense que tout ce qui concerne le climat ne doit pas être la grande priorité, cela doit être difficile.

Oui, vous souriez, parce que je sais bien que ce n'est pas facile avec vos partenaires. Vous êtes dans une majorité compliquée. Par rapport à Bruxelles, ce n'est pas facile non plus, mais là, vous allez pouvoir vous appuyer sur des groupes politiques, je dirais sérieux, et qui ont l'habitude de gérer les affaires et d'avoir de bons accords.

Aujourd'hui, un Comité de concertation a lieu. Vous savez déjà qu'il n'y a pas d'accord. Nous reviendrons vous interroger pour voir comment les choses évoluent. J'espère que nous ne devons pas vous interroger tous les trois ou quatre mois jusqu'à la fin de la législature et que vous trouverez un accord avant les prochaines élections. Je crois que c'est important.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van Oskar Seuntjens aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "Het investor-state dispute settlement" (56015682C)

03 Question de Oskar Seuntjens à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le règlement des différends entre investisseurs et États" (56015682C)

03.01 Oskar Seuntjens (Vooruit): Recent organiseerden Nederland en Colombia in Santa Marta een conferentie om een traject uit te werken om het gebruik van fossiele brandstoffen echt af te bouwen. Het was de eerste conferentie van dien aard. Volgend jaar zal een tweede conferentie plaatsvinden in Tuvalu, mee georganiseerd door Nederland.

Een van de belangrijkste thema's op die conferentie was het Investor-State Dispute Settlement (ISDS). Dat is een soort investeringsverdrag dat destijds met goede bedoelingen is opgericht, maar dat in de praktijk de groene transitie erg moeilijk maakt. Fossiele bedrijven kunnen nu rechtszaken aanspannen tegen overheden die interne investeringen bevoordelen. Als een land zeer veel wil investeren in windenergie op zee of bepaalde toepassingen van fossiele brandstoffen wil afbouwen, dan kan dat ISDS-akkoord ervoor zorgen dat fossiele bedrijven de klimaattransitie toch nog kunnen tegenhouden. Dat was dus een belangrijk onderdeel van die conferentie.

Hoe evalueert u de rol van het ISDS als effectief en structureel probleem voor de klimaattransitie? Welke concrete voorstellen of pistes rond het ISDS kwamen tijdens de conferentie in Santa Marta op tafel? Hoe heeft België zich ten aanzien van die voorstellen gepositioneerd?

De socialistische Colombiaanse president, Gustavo Petro, heeft een *coalition of the willing* voorgesteld rond de afbouw van het ISDS. Zou België zich daarbij kunnen aansluiten? Welke voorwaarden zijn daarvoor essentieel?

Hoe kijkt u naar het gezamenlijk herbekijken of beëindigen van bestaande investeringsverdragen? Er zijn immers nog meer van die verdragen, inclusief bepalingen over *sunset clauses*.

03.02 Minister **Jean-Luc Crucke**: Mijnheer de voorzitter, geachte collega, ik dank u voor uw aandacht voor de problematiek van het mechanisme voor beslechting van geschillen tussen investeerders en staten, zijnde het ISDS, en voor de mogelijke gevolgen daarvan op de uitvoering van een ambitieus klimaat- en energiebeleid.

Het is voor mij als federaal minister van Klimaat evident dat geen enkel verdrag – investeringsverdrag, handelsverdrag of ander verdrag – België zou mogen tegenhouden in de uitvoering van zijn klimaatbeleid. Vorig jaar heeft het Internationaal Gerechtshof in zijn advies over de klimaatverandering bevestigd dat de verbintenissen die voortkomen uit de Overeenkomst van Parijs bindend zijn. Voor mij is het dus duidelijk dat oude investeringsverdragen die zouden voorzien in de mogelijkheid voor investeerders om landen juridisch aan te vallen, louter omdat ze klimaatbeleid uitvoeren, geen plaats meer hebben in de hedendaagse wereld.

Voorafgaand aan de Santa Martaconferentie kondigde de Colombiaanse president Gustavo Petro de principebeslissing aan dat Colombia uit investeringsverdragen met een ISDS-clausule zou stappen. Tijdens de conferentie hebben sommige deelnemers ook verwezen naar de ervaring van hun land met deze problematiek. Het is evident dat ik eventuele discussies over dit thema, die zouden plaatsvinden binnen de *coalition of the willing*, die tijdens de Santa Martaconferentie is opgericht, met aandacht zal volgen en zal coördineren in België. Een van de afgesproken domeinen voor verder werk binnen deze coalitie is immers het in kaart brengen van opportuniteiten om handels- en investeringsbarrières aan te pakken met het oog op het fossielvrij maken van onze economie in brede zin.

De federale regering is zich ook bewust van de toenemende internationale bezorgdheid over de impact die bepaalde investeringsbeschermingsmechanismen kunnen hebben op de beleidsruimte van staten om, zonder onevenredige belemmeringen, maatregelen van algemeen belang te nemen die noodzakelijk zijn om de klimaatcrisis aan te pakken. Voor België is in dit verband het Energiehandvestverdrag bijzonder relevant. Dit verdrag is een van de belangrijkste internationale kaders waarin investeerder-staatsarbitrage in de energiesector is opgenomen.

In 2022 is een modernisering van dit verdrag goedgekeurd, die onder andere het reguleringsrecht van staten versterkt, de bescherming van bestaande investeringen in fossiele brandstoffen naar 10 jaar terugbrengt onder een sunsetclausule, de investeringsbescherming voor nieuwe investeringen in fossiele brandstoffen opzegt en investeringsbescherming biedt voor investeringen in hernieuwbare energie.

Tegelijkertijd loopt er een debat over de opzegging van dit verdrag. In dat opzicht is de notificatie van de terugtrekking van de Europese Unie en Euratom uit het Energiehandvestverdrag een belangrijke stap. Recentelijk hebben de EU-lidstaten die zich nog niet teruggetrokken hebben, waaronder België, vanwege de Europese Commissie een ingebrekestelling ontvangen met de vraag zich formeel terug te trekken uit het ISDS. België onderzoekt nu de verschillende juridische en beleidsmatige opties die zich in dit verband aandienen, inclusief de gevolgen die voortvloeien uit de zogenaamde sunsetclausule.

Deze analyse wordt voortgezet binnen de bevoegde overlegstructuren, met eerbiediging van de bevoegdheidsverdeling en met het oog op een juridisch solide aanpak die aansluit bij de klimaat- en energieprioriteiten. Op dit ogenblik is nog geen definitieve beslissing genomen.

Tot slot dank ik u voor het onder de aandacht brengen van deze complexe en evoluerende problematiek. De federale regering volgt de internationale ontwikkelingen nauwgezet en analyseert de verschillende pistes die besproken worden, met de wil bij te dragen aan een oplossing die zowel de rechtszekerheid waarborgt als de beleidsruimte van de overheid versterkt om een ambitieus en rechtvaardig klimaatbeleid te voeren.

03.03 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Dank u wel, mijnheer de minister, dat u uitgebreid hebt geantwoord op mijn vraag.

In de klimaattransitie zijn er heel wat barrières, bijvoorbeeld het gebrek aan middelen en andere

problemen, maar er zijn ook onzichtbare barrières, bijvoorbeeld de investeringsverdragen, die een grote belemmering vormen om het juiste tempo aan te houden in de evolutie naar een fossielvrije economie.

Ik ben blij te horen dat u een partner bent om daar kritisch naar te kijken. Ik hoop dat de *coalition of the willing* inzake het ISDS niet alleen bij mooie woorden blijft, maar dat België er een actieve rol in kan opnemen. Dat geldt ook voor het Energiehandvest, dat een ander groot probleem is.

Ik ben blij met uw antwoorden. Ik hoop vooral dat ze snel zullen worden omgezet in concrete daden, zodat we zo snel mogelijk naar een fossielvrije economie kunnen gaan. Het is immers hoog tijd.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 **Samengevoegde vragen van**

- Kurt Ravyts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De stand van zaken van de federale strategie betreffende de PFAS-problematiek" (56015747C)
- Jeroen Van Lysebettens aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De stand van zaken betreffende het PFAS-sectorfonds" (56015755C)
- Jeroen Van Lysebettens aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De resultaten van het PFAS-biomonitoringonderzoek in Wallonië" (56015787C)
- François De Smet aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De kosten voor sanering bij PFAS-vervuiling" (56015870C)
- Éric Thiébaud aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De maatschappelijke kosten van PFAS" (56016049C)

04 **Questions jointes de**

- Kurt Ravyts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "L'état de la question concernant la stratégie fédérale relative au problème des PFAS" (56015747C)
- Jeroen Van Lysebettens à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La situation concernant le fonds sectoriel PFAS" (56015755C)
- Jeroen Van Lysebettens à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Les résultats de l'étude de biosurveillance des PFAS menée en Wallonie" (56015787C)
- François De Smet à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le coût de dépollution des PFAS" (56015870C)
- Éric Thiébaud à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le coût sociétal des PFAS" (56016049C)

04.01 **Kurt Ravyts (VB):** Mijnheer de minister, op 23 december nam de ministerraad akte van diverse initiatieven die kaderen in de strategie betreffende de aanpak van de PFAS-problematiek. Er werd een federaal initiatief uitgewerkt dat van ad-hoccrisisbeheer eindelijk overgaat naar een gestructureerde strategie die is opgebouwd rond de pijlers handelen, anticiperen en transformeren. We gaan daarmee akkoord.

In het kader van de pijler handelen werd een impactanalyse van de emissies en blootstellingen in de belangrijkste categorieën consumptiegoederen aanbesteed. Die evaluatie zou ook de beschikbare alternatieven onderzoeken, zowel op economisch als op technisch vlak. In februari kondigde u in het kader van het actieplan Inspectie 2026-2030 aan dat de controles van de FOD Volksgezondheid zouden worden versterkt en geïntensifieerd, met name op de onlineverkoop.

Het is duidelijk dat er nog steeds niet-conforme producten in omloop zijn op de Europese markt, maar begin mei raakte bekend dat het onderzoeksrapport van een extern adviesbureau ter voorbereiding van de oprichting van een sectoraal PFAS-fonds drie scenario's omvat, waarbij de kosten in het maximale scenario kunnen oplopen tot 6,2 miljard euro per jaar, en dat gedurende twintig jaar. Er is vooruitgang, want de Waalse regering, met de MR, besliste ondertussen om in te zetten op alternatieven voor gewasbeschermingsmiddelen die PFAS bevatten om de blootstelling van de bevolking aan giftige stoffen te verminderen.

Voorzitster: Dorien Cuylaerts.
Présidente: Dorien Cuylaerts.

Mijnheer de minister, ik heb de volgende vragen.

Ten eerste, wat is de stand van zaken met betrekking tot de lopende impactstudie? Bent u nog steeds van plan om een verbod uit te vaardigen voor bepaalde productcategorieën die op de Belgische markt komen, of beslist u om definitief te wachten op de beslissingen en een algemeen verbod ter zake van de Europese Commissie?

Ten tweede, werd de voorbereidende studie rond een sectoraal PFAS-fonds al besproken op de PFAS-stuurgroep en de bevoegde interministeriële conferentie? Zo ja, wat zijn daaromtrent de beslissingen? Dat sectoraal PFAS-fonds staat immers ook in het Vlaamse regeerakkoord.

04.02 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, het is een historische dag vandaag. Vanmorgen heeft Utexbel een boete gekregen voor onder meer de PFAS-vervuiling die in Ronse werd veroorzaakt. Dat bewijst nog maar eens dat we actie moeten ondernemen om onze mensen en ons leefmilieu tegen de kwalijke gevolgen van PFAS te beschermen.

Ik heb daarover twee vragen ingediend. Mijn eerste meer algemene vraag gaat over uw federale PFAS-strategie, die aansluit bij de vraag van de heer Ravyts. Wat is de stand van zaken van het sectorfonds dat u plant? Hoe zult u de vervuilers jaarlijks laten betalen voor de sanering die nodig is om de PFAS-vervuiling tegen te gaan? Zolang PFAS niet wordt verboden, dreigt het compensatiefonds een bodemloze put te worden, waarin we steeds meer geld zullen moeten steken om steeds meer te saneren, met steeds kwalijkere gevolgen voor de volksgezondheid. Wanneer mogen we een Belgisch verbod verwachten?

U overlegt ook met de Europese Commissie over de EU Restrictions Roadmap. Men is er wel in geslaagd om PFAS te beperken in blusschuim en dergelijke. Er worden strengere voorwaarden opgelegd voor drinkwater, al negeren de gemeenschappen en gewesten dat nog altijd een beetje. Die roadmap blijkt voor de rest echter weinig te omvatten. Daarvoor is er de REACH-herziening, die PFAS beter moet reguleren. Er wordt opgeroepen om die REACH-herziening verder te implementeren. Welke acties onderneemt u binnen uw bevoegdheden om dat te doen?

Daarnaast heb ik een specifieke vraag ingediend over een onderzoek in de schoot van de Waalse regering, waaruit blijkt dat er in vier Waalse gemeenten een bovenmatige blootstelling is aan PFAS, namelijk Chièvres, Ronquières, Nandrin en Florennes. We moeten nagaan waaraan dat ligt. In dat onderzoek zegt men dat een van de oorzaken gezocht moet worden in de consumptie van leidingwater, eieren en zelfs zeeproducten, hoewel het gaat om gemeenten die vrij ver van de zee liggen. Dat bevestigt dus een verband tussen blootstelling en bloedconcentraties. Dat hebben we in Vlaanderen ook al een aantal keer vastgesteld, bijvoorbeeld in Ronse. Dat onderzoek toont aan dat naast kraantjeswater ook andere consumptiegoederen vatbaar zijn voor PFAS-vervuiling. De vaststellingen over zeeproducten roepen zeker vragen op, aangezien de betrokken gemeenten redelijk ver van de zee liggen. Op welke manier kunt u garanderen dat die producten veilig zijn voor volwassenen en kinderen en dat we die kunnen consumeren?

De aanwezigheid van PFAS in onze voedselketen heeft nefaste gevolgen voor onze gezondheid. Ze kan leiden tot een verminderde werking van vaccins, verminderde vruchtbaarheid, hormoonverstoring en zelfs kanker. Zult u samen met uw collega-minister Vandenbroucke een bewustmakingscampagne over PFAS opzetten? Hoe zult u die campagne vormgeven en waarop zult u focussen?

Ondertussen stelt de Waalse regering dat er een verbod moet komen op PFAS-pesticiden voor professioneel gebruik. Ik heb daarover al vragen gesteld aan minister Clarinval. Hij verwijst daarbij naar uw PFAS-plan, dat in de schoot van de regering wordt voorbereid. Er ligt dus veel druk op u. Op welke manier zult u dat aanpakken en zult u dat afstemmen met de gewesten?

04.03 François De Smet (DéFI): *La presse en ce début mai (De Standaard) a révélé que le rapport commandé par le précédent gouvernement fédéral et élaboré par le bureau d'études RDC Environnement estime le coût total de la dépollution des PFAS sur le territoire belge à environ 1,1 % du PIB (6,2*

milliards d'euros par an et cela durant deux décennies, selon le scénario le plus pessimiste).

Vous indiquez, par ailleurs, attendre d'ici l'été les résultats d'une étude d'impact que vous avez vous-même commandée quant au prix de cette dépollution

Cette situation appelle plusieurs précisions

En conséquence, monsieur le ministre peut-il me faire savoir:

- le périmètre exact de la nouvelle étude d'impact, la date prévue de sa remise et les hypothèses de coûts retenues par rapport au rapport RDC Environnement?

- les orientations budgétaires le gouvernement envisage-t-il pour répondre à un coût d'une telle ampleur, et selon quel calendrier seront-elles présentées au Parlement?

- Si le principe du pollueur-payeur sera appliqué en priorité? Des contacts ont-ils déjà été pris avec les industriels concernés ainsi qu'avec les Régions, dont les compétences environnementales sont mobilisées en parallèle?

04.04 **Éric Thiébaud** (PS): Monsieur le ministre, selon une étude, le coût des PFAS en Belgique atteindra jusqu'à 6,2 milliards d'euros par an ces 20 prochaines années. À l'heure où le gouvernement cherche 7 milliards pour son budget, voilà une belle source d'économies, si on décide d'adopter des restrictions d'usage et d'interdire les PFAS à la source. Le PS a d'ailleurs introduit une proposition de loi sur le sujet. Cette proposition fait suite aux auditions d'experts au Parlement. Elle est prête à être votée mais, malheureusement, l'Arizona prône le *statu quo*.

Monsieur le ministre, grâce à votre activisme au sein du Conseil des ministres, vous avez obtenu une étude supplémentaire sur l'impact des PFAS. C'est bien, mais ce n'est pas encore suffisant selon moi. Vous travaillez à un fonds social PFAS, c'est positif mais, en attendant, on continue à polluer et c'est un puits sans fond. La partie la plus lourde des 6,2 milliards annuels concerne ce coût sociétal, les maladies et les décès liés aux PFAS. Ce coût de l'inaction est vraiment effrayant.

Monsieur le ministre, quelle est la réaction du gouvernement à l'étude qui chiffre le coût sociétal des PFAS en Belgique à 6,2 milliards d'euros par an? À quand une loi belge pour une restriction des PFAS à la source? Où en sont les autres mesures et initiatives envisagées par le gouvernement?

04.05 **Minister Jean-Luc Crucke**: Geachte collega's, ik heb vanochtend vernomen dat de rechtbank van Oudenaarde Utexbel heeft veroordeeld. Ik zal dat vonnis grondig bestuderen, want het zou op politiek vlak zeer interessant zijn.

Les questions portent sur la manière dont nous avançons concrètement dans le dossier PFAS: mieux mesurer, décider au bon niveau et encadrer de manière diligente les coûts liés à la pollution PFAS.

Aangaande de impactstudie over een mogelijke nationale regulering van PFAS-houdende producten, kan ik bevestigen dat eind 2025 een overheidsopdracht werd gelanceerd en dat er een opdrachtnemer werd geselecteerd. De studie loopt momenteel. Op 17 maart 2026 vond een eerste vergadering van de stuurgroep plaats. Eind juni wordt een tussentijds rapport verwacht en het eindrapport volgt in november 2026. Deze studie omvat een kosten-batenanalyse van een mogelijke gerichte nationale uitfasering van PFAS. Daarbij worden emissies en blootstellingen aan de bevolking in kaart gebracht, net als de beschikbaarheid van veilige alternatieven en de gevolgen op milieuvlak en de economische, budgettaire en sociale gevolgen. Ook wordt onderzocht of maatregelen nodig zijn om greenwashing te voorkomen en wat de sociaal-economische impact ervan zou zijn. Vandaar dat het vonnis van de rechtbank van Oudenaarde zoals gezegd belangrijk is.

Les suites possibles seront examinées sur la base des résultats et en tenant compte de l'évolution du processus européen. À ce stade, il serait prématuré de prendre position sur une interdiction nationale ou sur d'autres mesures réglementaires fédérales. En revanche, ces travaux permettront d'objectiver très précisément la situation.

En ce qui concerne le Fonds PFAS, le rapport du consultant est désormais disponible sur le site du

SPF Santé publique. Cette étude découle d'une décision de la Conférence interministérielle de l'Environnement (CIE) élargie du 19 décembre 2023, qui avait constaté la nécessité d'examiner la faisabilité de la mise en place d'un mécanisme équitable pour financer les coûts résultant de la pollution aux PFAS.

De deelstaten werden vanaf het begin bij het traject betrokken. De Vlaamse overheid zit de opvolgingswerkgroep voor en verschillende industriële sectoren, waaronder die van de chemie, sanering, drinkwaterproductie en afvalwaterbehandeling werden geconsulteerd. Op dit moment is er nog geen politieke beslissing genomen in het kader van de interministeriële conferentie. De verdere stappen worden momenteel tussen de betrokken kabinetten besproken, waarbij rekening wordt gehouden met de bevoegdheidsverdeling.

S'agissant de la question du pollueur-payeur, l'étude montre qu'en raison du poids élevé de la pollution historique et des difficultés pour identifier le pollueur responsable et l'engagement de sa responsabilité, une application stricte de ce principe est juridiquement, pratiquement et techniquement très difficile. Par conséquent, il faudra vraisemblablement envisager d'autres mécanismes, fondés soit sur une solidarité générale soit sur une approche statistique reliant les contributions au degré d'utilisation estimé des PFAS. Ces éléments devront être discutés au sein de la CIE élargie et font notamment partie des points en discussion entre les différents cabinets impliqués.

Quant au montant de 3,8 milliards d'euros par an, il doit être interprété avec beaucoup de prudence. Le rapport présente plusieurs estimations qui tiennent notamment compte de l'évolution technologique possible des mesures d'élimination des PFAS, du périmètre exact des coûts pris en charge ainsi que de la temporalité retenue pour la dépollution. Tous ces paramètres influencent le coût annuel. À ce stade, ni une orientation budgétaire ni un calendrier de présentation au Parlement n'ont été arrêtés.

Wat het Europese kader betreft, hebben de commissarissen Roswall en Séjourné aangegeven dat er tijdens de huidige legislatuur geen volledige herziening van de REACH-verordening zal plaatsvinden, maar dat bijsturingen via comitologie mogelijk blijven. België coördineert zijn positie in het Belgische REACH-comité in overleg met de federale en regionale overheden. Ik wil toch beklemtonen dat de universele PFAS-restrictie deel uitmaakt van de uitvoering van de REACH-verordening zoals die vandaag bestaat. Het uitstellen van een volledige herziening verhindert dus niet dat nieuwe restricties worden aangenomen via bijlage XVII, zoals al gebeurt voor brandblusschuimen.

J'entends bien vos inquiétudes concernant la feuille de route, les restrictions et les retards pris par la Commission lors de sa mise en œuvre, et ce n'est pas faute de le rappeler à la commissaire à chaque fois que je la rencontre – je pense même qu'elle commence à me fuir. Il apparaît néanmoins que le nombre – que l'on peut juger limité – de restrictions publiées ces dernières années s'explique par un manque de moyens, des discussions longues et une complexité accrue des dossiers, notamment liée au regroupement des substances afin d'éviter des substitutions regrettables.

Finalement, s'agissant des produits de la mer, cette question relève de la compétence du ministre Clarinval, en ce qui concerne la sécurité de la chaîne alimentaire tout comme les questions relatives aux pesticides. Je me limiterai donc à rappeler qu'il existe déjà des recommandations de consommation relatives aux contaminants. En ce qui concerne la réduction de l'exposition et de l'information publique, des conseils pratiques sont disponibles sur le site du SPF Santé publique. Par ailleurs, dans le cadre du plan d'action national environnement-santé et du plan d'action national sur les perturbateurs endocriniens, des campagnes de sensibilisation conjointes sont menées.

Pour conclure, ces différentes questions illustrent bien la complexité de la problématique PFAS: une contamination largement héritée du passé, des coûts potentiellement très élevés et un cadre institutionnel imposant une articulation étroite entre niveaux européen, fédéral et régional. Je me permets également de rappeler ici que le gouvernement fédéral ne coordonne pas les politiques relevant des compétences des entités fédérées, même si des échanges techniques existent au sein du Comité de coordination de la politique internationale de l'environnement (CCPIE), sans fonction de coordination formelle. J'envisage d'abord mon rôle comme une responsabilité de méthode, pour veiller à ce que les décisions à venir reposent sur des données solides et un cadre juridique robuste et socialement juste. Je continuerai donc de plaider et de défendre une approche consistant à agir à la source au niveau européen, à anticiper au niveau national lorsque cela est nécessaire et que des alternatives existent, et à construire avec l'ensemble des partenaires de ce gouvernement et des

gouvernements régionaux des réponses crédibles face aux conséquences de cette pollution, sans faux raccourcis ni effets d'annonce. C'est dans cet esprit que je traite ce dossier et que je continuerai de le traiter.

04.06 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

U moet als een evenwichtskunstenaar balanceren tussen de Europese en de regionale ontwikkelingen en uiteraard uw eigen strategie.

Ik noteer dat er in juni 2026 een tussentijds rapport komt over de lopende impactstudie, die een heel belangrijke studie is. In het najaar zal ze dan effect moeten sorteren.

Het blijft in ieder geval mogelijk – er zijn geen technische obstakels – om nog tijdens deze Europese legislatuur een beslissing te nemen over de universele PFAS-restrictie. We zullen zien in welke mate dat spoort met uw wellicht persoonlijke droom van een nationale uitfasering van bepaalde categorieën en hoe een en ander zich ontwikkelt.

We volgen natuurlijk het dossier allemaal van heel nabij op.

04.07 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw toch wel opmerkelijke antwoord.

U antwoordt, enerzijds, dat de herziening van REACH ons niet verhindert om het verbod verder uit te breiden. Dat verheugt mij, maar doet bij mij dan wel de vraag rijzen wat ons dan wel verhindert om het verbod uit te breiden. Immers, vandaag gebeurt er op het terrein of hier in het Parlement heel weinig. Zoals de heer Thiébaud al opmerkte, worden de enkele wetsvoorstellen en voorstellen van resolutie ter zake elke keer gewoon geblokkeerd en de meerderheid onderneemt geen enkele actie.

De uitspraak van de Gentse rechtbank van eerste aanleg vandaag bevestigt nog eens de urgentie. De rechter stelt letterlijk dat het risico op schade voor mens en milieu vaak bewust werd aanvaard als collateral damage. Vandaag is een bedrijf daarvoor veroordeeld. Ik vrees dat nog veel meer bedrijven in dezelfde situatie zitten. Het is aan de wetgever om daarvoor een kader te scheppen, zodat bedrijven weten waarbinnen ze moeten opereren. Vandaag is er een heel grote grijze zone. Ze wordt bewust of onbewust – dat laat ik in het midden – misbruikt om vervuiling te genereren voor onze mensen en het leefmilieu.

Het is aan ons om een kader te scheppen, duidelijkheid te creëren en de volksgezondheid te beschermen. Ik roep u dan ook op om actie te ondernemen en met wetgevende initiatieven te komen. Als dat niet lukt, steun dan de initiatieven van de oppositie.

04.08 François De Smet (DéFI): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse, qui ouvre beaucoup d'autres questions. Elle ne répond pas exactement aux attentes de la représentation ici. Je pense donc que nous allons continuer à parler des différentes phases pendant un certain temps, en espérant une action plus résolue des gouvernements concernés.

Voorzitter: Jeroen Soete.

Président: Jeroen Soete.

04.09 Éric Thiébaud (PS): Je vous remercie, monsieur le ministre, pour ces éclaircissements.

Je suis interpellé par le fait que vous nous expliquiez qu'il est impossible d'interdire les PFAS, alors même que nous disposons d'une étude démontrant, d'une part, leur nocivité et, d'autre part, que leur non-interdiction coûterait presque plus de six milliards d'euros par an à l'État.

Lorsque nous avons découvert que l'amiante tuait et provoquait des cancers, nous avons cessé d'en utiliser. Pourquoi, dans ce cas précis, ne sommes-nous pas dans le même schéma? Je ne comprends donc pas cette temporisation face à la problématique de l'utilisation des PFAS. Il est urgent de prendre des mesures et d'interdire l'usage des PFAS dans la vie quotidienne.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

05 **Samengevoegde vragen van**

- Jeroen Van Lysebettens aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De internationale conferentie tot uitfasering van fossiele brandstoffen" (56015754C)
- Marc Lejeune aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De eerste internationale top over de uitfasering van fossiele brandstoffen te Santa Marta" (56015993C)
- Éric Thiébaud aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De conferentie van Santa Marta" (56016052C)
- Claire Hugon Lecharlier aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De conferentie van Santa Marta en de uitfasering van fossiele brandstoffen" (56016061C)
- Sarah Schlitz aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De conferentie van Santa Marta en de uitfasering van fossiele brandstoffen" (56016071C)

05 **Questions jointes de**

- Jeroen Van Lysebettens à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La conférence internationale sur l'abandon progressif des énergies fossiles" (56015754C)
- Marc Lejeune à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le premier sommet pour la sortie des énergies fossiles à Santa Marta" (56015993C)
- Éric Thiébaud à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La conférence de Santa Marta" (56016052C)
- Claire Hugon Lecharlier à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La conférence de Santa Marta et la sortie des énergies fossiles" (56016061C)
- Sarah Schlitz à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La conférence de Santa Marta et la sortie des énergies fossiles" (56016071C)

05.01 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Mijnheer de minister, collega Seuntjens heeft er in zijn vorige vraag al naar verwezen, op 29 april was u in Santa Marta, in Colombia, voor een eerste conferentie over de uitfasering van fossiele brandstoffen.

Het doel was om zo concreet en praktisch mogelijke acties en oplossingen te formuleren om de transitie weg van fossiele brandstoffen te versnellen. In de aanloop naar de conferentie zei u dat u bijzondere aandacht wilde besteden aan de rol van de internationale scheepvaart en aan nieuwe internationale mechanismen, zoals een prijs op CO₂-uitstoot.

Over het Belgische standpunt op die conferentie heb ik een aantal vragen.

Wat was de concrete positie van België tijdens de conferentie? Welke voorstellen heeft ons land ingebracht? Hoe evalueert u de resultaten van de conferentie? Welke concrete engagementen werden bereikt? Welke vooruitgang werd geboekt inzake de decarbonisatie van de internationale scheepvaart? Welke nieuwe engagementen is België zelf aangegaan naar aanleiding van deze conferentie? Overweegt België zich aan te sluiten bij het Fossil Fuel Treaty? Zo niet, welke bezwaren spelen daarbij en welke stappen worden eventueel nog overwogen in de toekomst?

De **voorzitter**: Dank u wel, mijnheer Van Lysebettens.

Ik heb gemerkt dat u spreekt van de Santa Marta *summit*, dus ik vermoed dat u hoopt op een goddelijke tussenkomst. We zullen zien of de minister dat kan waarmaken.

05.02 **Jeroen Van Lysebettens** (Ecolo-Groen): Ik hoop dat dat niet nodig is. Ik hoop dat de minister zelf een tussenkomst zal doen.

05.03 **Marc Lejeune** (Les Engagés): Monsieur le ministre, fin avril, vous avez représenté la Belgique

lors de la première conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles. Dieu sait si cette question est importante aujourd'hui dans le contexte que nous connaissons. Pas une réunion de notre Parlement ne se passe sans que ne soient évoquées les énergies fossiles et la nécessité d'en sortir.

Cette conférence organisée à Santa Marta en Colombie était extrêmement intéressante, du moins je l'espère. Elle réunissait plus de 50 pays autour d'un constat clair, que nous posons également: la sortie progressive des énergies fossiles est devenue un enjeu à la fois climatique, économique et stratégique de plus en plus essentiel. Pour mémoire, l'Union européenne dépense plus de 340 milliards d'euros à l'extérieur de ses frontières pour importer des énergies fossiles. Comme vous l'avez rappelé, il ne s'agit plus seulement de climat, mais aussi d'indépendance énergétique, de souveraineté, de stabilité des prix et de sécurité d'approvisionnement.

Rappelons par ailleurs que notre gouvernement a déjà posé plusieurs jalons à cet égard, notamment à travers le *tax shift* énergétique, qui vise à encourager l'électrification des usages, la baisse des accises sur l'électricité, la baisse de la TVA sur les pompes à chaleur et sur les démolitions et reconstructions, la poursuite du nucléaire, et toutes les autres mesures allant dans le bon sens pour réduire la production de CO₂ et acquiescer davantage d'autonomie et de souveraineté énergétique.

Monsieur le ministre, quelle impression retirez-vous de cette première conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles?

En dépit de l'absence de certains États, y avait-il selon vous une convergence des volontés en présence? Celles-ci seront-elles suffisamment fortes et rassembleuses pour que l'on puisse espérer une sortie effective de cette dépendance aux énergies fossiles le plus rapidement possible? Même si l'on sait bien qu'une sortie complète ne sera jamais complètement possible, quel taux pensez-vous que l'on pourrait atteindre?

Quels enseignements et quelles perspectives concrètes la Belgique peut-elle aussi tirer de cette dynamique internationale?

Comment les États réunis lors de cette conférence entendent-ils peser davantage lors des prochaines COP et dans les grandes négociations internationales sur l'énergie et le climat?

05.04 **Éric Thiébaud** (PS): Monsieur le président, j'étais un peu surpris tout à l'heure parce que j'avais le sentiment que la question de notre collègue Oskar Seuntjens était un peu similaire et aurait pu être jointe à celle-ci.

Monsieur le ministre, vous avez participé à la conférence de Santa Marta qui s'est tenue fin avril dernier en Colombie. Les organisations de la société civile ont salué une nouvelle dynamique en faveur de la sortie des énergies fossiles, mais on attend maintenant une traduction de ce nouvel élan dans les feuilles de route nationales.

Monsieur le ministre, quel bilan tirez-vous de la conférence de Santa Marta? Quelle est maintenant la traduction de ce processus dans votre politique fédérale en matière d'énergie et de climat? Où en est le plan belge de sortie progressive des énergies fossiles?

05.05 **Claire Hugon Lecharlier** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, il y a peu, vous étiez à Santa Marta en Colombie où s'est tenue la première conférence internationale dédiée à la sortie des énergies fossiles. Cette initiative avait pour objectif de dépasser les blocages qui découlent de la nécessité d'un consensus dans les COP. L'idée ici était de réunir une coalition des volontaires.

J'espère que vous avez fait bon voyage. Vous avez représenté la Belgique là-bas. Vous aviez annoncé cette participation dans votre plus récente note de politique générale.

Maintenant, cette fameuse feuille de route pour la sortie des énergies fossiles au niveau fédéral, nous la cherchons malheureusement toujours. Votre note de politique générale parle de finances durables, d'inventaire des subsides fossiles. C'est évidemment bien, mais cela ne constitue pas encore un plan de sortie.

Pendant ce temps-là, la crise énergétique nous rappelle chaque jour à quel point cette transition est

une question de sécurité, d'autonomie stratégique et, bien sûr, aussi de climat. Les citoyens ne comprennent plus très bien non plus quand ils nous voient signer des choses à l'international alors que chez nous, ça traîne.

Monsieur le ministre, qu'avez-vous concrètement défendu et signé à Santa Marta au nom de la Belgique? Quand le gouvernement fédéral va-t-il enfin présenter un plan de sortie des énergies fossiles avec un calendrier, des chiffres et un échéancier de suppression des subsides fossiles? La Belgique compte-t-elle rejoindre le Traité de non-prolifération des énergies fossiles, qui est précisément l'outil pour passer de la parole aux actes? Quels ont été les retours et les apprentissages lors de cette première mondiale?

05.06 Jean-Luc Crucke, ministre: Chers collègues, je vous remercie pour vos questions concernant la conférence de Santa Marta.

Permettez-moi de commencer par une évidence dans le contexte actuel d'incertitudes géopolitiques. La transition hors des combustibles fossiles n'est plus seulement une nécessité climatique, c'est aussi une question de stabilité économique et de sécurité énergétique, comme certains semblent l'avoir découvert.

Pour rappel, cette conférence de Santa Marta a évidemment été mise sur pied grâce à la Colombie mais aussi grâce au Benelux. C'est pourquoi elle a été copilotée par les Pays-Bas. C'est une décision que nous avons prise à la COP30. Les pays du Benelux (la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg) ont été les trois premiers pays européens à rejoindre cette volonté de coalition, d'où la naissance de cette conférence de Santa Marta.

La transition est en cours, et au sein de notre gouvernement, nous prenons également des mesures nécessaires. La mesure visant à sortir des combustibles fossiles est décrite dans notre Plan fédéral Energie-Climat (PFEC), comme la réforme fiscale énergétique qui a été mentionnée par M. Lejeune.

Une sortie des combustibles fossiles nécessite néanmoins de mobiliser les compétences à tous les niveaux, en premier lieu au niveau de l'Union européenne. À cet égard, les négociations en cours sur le cadre de l'Union européenne pour l'objectif 2040 sont capitales.

Het ontbrak echter aan een internationale coalitie van landen die de internationale samenwerking op het vlak van decarbonisatie willen versterken, in het licht van de tegenkanting van een aantal landen die een antiklimaatbeleid voeren. Multilateralisme blijft immers onontbeerlijk om een rechtvaardige, ordelijke en billijke transitie te garanderen, investeringen en signalen op elkaar af te stemmen en concurrentievervalsing te vermijden. Dat is waar het in Santa Marta om ging.

Ik ben dan ook trots dat België, samen met 58 andere landen, heeft deelgenomen aan de Santa Martaconferentie. Deze *coalition of the willing* vertegenwoordigt 30 % van de wereldbevolking, 30 % van de globale consumptie van fossiele brandstoffen en 20 % van de globale productie van fossiele brandstoffen. België was al van in het prille begin betrokken bij het initiatief, dat was op de COP30.

Ik heb ook persoonlijk een actieve rol opgenomen tijdens de conferentie. Ik had immers het genoeg de werkgroep rond economische en arbeidsreconversie te faciliteren en in die context ook enkele Belgische en Europese voorbeelden te delen. Meer in het algemeen heb ik namens België drie prioriteiten bepleit op de Santa Martaconferentie.

Ten eerste heb ik het belang benadrukt van het uitwerken van sterke, gediversifieerde en duurzame internationale waardeketens, om de groene transitie waar te maken.

Ten tweede heb ik gepleit voor de ontwikkeling en verspreiding van doeltreffende beleidskaders op internationaal niveau die zorgen voor eerlijke concurrentievoorwaarden. Dat houdt onder meer de verdere verspreiding van mechanismen voor koolstofbeprijzing in, alsook de geleidelijke afbouw van subsidies voor fossiele brandstoffen die geen sociale doelstelling dienen.

Ten derde heb ik het belang benadrukt van de decarbonisatie van moeilijk te reduceren sectoren, in het bijzonder de internationale scheepvaart.

Le simple fait que la conférence ait eu lieu constitue déjà un signal politique important, après qu'il se soit avéré impossible, lors de la COP30, d'aborder le suivi des engagements relatifs à la transition hors des combustibles fossiles qui avaient été conclus lors de la COP28 à Dubaï. Comme résultats de la conférence, trois axes de travail concrets ont été lancés, auxquels il est possible de contribuer sur une base volontaire: l'élaboration de feuilles de route nationales soutenue notamment par le nouveau panel scientifique pour la transition énergétique mondiale; les travaux sur la dépendance macro-économique et l'architecture financière soutenus par l'International Institute for Sustainable Development (IISD); les travaux sur l'alignement entre producteurs et consommateurs soutenus par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Tegelijkertijd werden verschillende elementen vastgelegd om de continuïteit van het proces dat in Santa Marta werd opgestart te waarborgen. Zo werd overeengekomen een volgende conferentie te organiseren in 2027, gezamenlijk gehost door Tuvalu en Ierland. Er werd ook beslist een coördinatiemechanisme tussen deelnemende landen op te zetten om de werkzaamheden op langere termijn te structureren. Er zal een conferentierapport worden overgemaakt aan de Verenigde Naties, onder meer met het oog op de Climate Week in New York in september 2026. Globaal genomen beschouw ik de resultaten van Santa Marta als een ambitieus vertrekpunt. Die conferentie had niet tot doel juridisch bindende engagementen op te leveren. De voornaamste meerwaarde lag echt in de totstandkoming van een coalitie van bereidwillige landen die vastberaden zijn vooruitgang te boeken en meer gewicht in de schaal te leggen op internationale fora.

Laat me toe drie voorbeelden te noemen. Ten eerste de volgende Global Stocktake op de COP33 in 2028. Die Stocktake is cruciaal, aangezien dat het moment is waarop we collectief op mondiaal niveau nieuwe doelstellingen moeten bepalen wat betreft het decarbonisatiebeleid, die concreter zijn dan het principe van de transitie weg van fossiele brandstoffen dat werd afgesproken op de COP28 in Dubai.

Deuxièmement, je dois citer l'Organisation maritime internationale (OMI), afin de parvenir à un soutien suffisant au Net-Zero Framework pour le secteur maritime. J'ai soulevé ce point lors de la conférence, lequel a été confirmé par d'autres pays qui y participent. Troisièmement, je dois mentionner l'OCDE et l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), dont l'acquis climatique est actuellement soumis à de fortes pressions de certains pays.

En Belgique et au sein de l'Union européenne, nous examinerons comment contribuer concrètement et de la meilleure manière, y inclus dans le cadre de l'objectif climatique de l'Union européenne pour 2040. Je prendrai deux initiatives concrètes dans les prochaines semaines pour prolonger la dynamique engagée à Santa Marta. Premièrement, lors du prochain Conseil Environnement du 25 juin, avec mes homologues du Benelux et d'Allemagne, nous aborderons la question du suivi européen de la conférence de Santa Marta, dans l'objectif de promouvoir une politique européenne ambitieuse en matière de transition verte et de décarbonation. Deuxièmement, j'effectuerai une visite de travail le 1^{er} juillet à l'OCDE et à l'AIE afin d'exprimer mon soutien à leur contribution aux politiques internationales dans le domaine du climat et de l'environnement. Concernant le Benelux et l'Allemagne, l'idée qui est la nôtre est de travailler ensemble à une feuille de route commune de manière à pouvoir non seulement établir des points de comparaison entre les différents pays, mais également instiller une dynamique globale sur un territoire qui va au-delà de notre pays. Dans ce cadre, un élargissement de la coalition est essentiel. Des pays tels que la Chine et l'Inde prennent aussi des mesures significatives dans le cadre des politiques de décarbonation. Nous devons les convaincre des initiatives de cette coalition.

Tot slot, enkele parlementsleden hadden vragen over het initiatief voor een *fossil fuel treaty*. België deelt de ambitie de transitie weg van fossiele brandstoffen te faciliteren, en steunt initiatieven die daartoe bijdragen zoals de TAF-Conferentie in Colombia. Het Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty, dat een ngo-initiatief is, streeft een gelijkaardige doelstelling na. Het krijgt de steun van een vijftiental landen en werd ook vermeld door bepaalde deelnemers tijdens de conferentie. De campagne staat echter formeel los van de Santa Martaconferentie. Het is ook van belang te beklemtonen dat het op dit moment niet gaat om een formeel internationaal verdrag in de VN, zoals de Overeenkomst van Parijs, maar om een ngo-campagne die pleit voor de ontwikkeling van zo'n overeenkomst. Tot op heden liggen er nog geen concrete onderhandelde teksten op tafel.

Daarnaast rijst de vraag hoe een dergelijk toekomstig instrument zich zou verhouden tot bestaande internationale verbintenissen, in het bijzonder de Overeenkomst van Parijs. Dat akkoord vormt vandaag

de basis van het mondiale klimaatbeleid en begint resultaten te leveren, al blijven bijkomende inspanningen noodzakelijk. De wisselwerking tussen beide kaders is voorlopig nog onvoldoende uitgeklaard. Tegelijkertijd rijst de vraag of een bindend verdrag met een beperkt aantal landen een effectieve aanpak is.

België heeft het initiatief tot dusver niet mee onderschreven. In afwachting van verdere, meer concrete ontwikkelingen focussen we ons op het voldoen aan onze verplichtingen volgens de Overeenkomst van Parijs en op samenwerkingsinitiatieven die daaraan kunnen bijdragen, zoals blijkt uit ons engagement op internationale fora, waaronder de TAF-Conferentie.

05.07 Jeroen Van Lysebettens (Ecolo-Groen): Dank u wel, minister, voor uw antwoord, dat soms toch ietwat vreemd is. Enerzijds bent u trots dat de Benelux een voortrekker is. Anderzijds ziet u nog geen duidelijke meerwaarde in het feit dat België het Fossil Fuel Treaty met een aantal landen zou ondertekenen. Het is natuurlijk het ene of het andere.

Als we een voortrekkersrol willen opnemen, dan lopen we met dat soort verdragen voorop. Dat is ons standpunt. Wij vinden dat we dat moeten doen. Het is goed voor onze burgers. Het is goed voor onze bedrijven. Het bereidt hen immers voor op de toekomst, die er onvermijdelijk aankomt. Als we geen actie ondernemen, zullen we hoe dan ook de gevolgen moeten dragen. We kunnen beter zo snel mogelijk meegaan in de transitie en ons zo snel mogelijk aanpassen aan de toekomst, die op ons afkomt.

Er zijn wel degelijk een aantal concrete stappen gezet in Santa Marta. Dat is goed, maar dat onderstreept nogmaals wat werd gesteld in een van de vorige discussies, namelijk dat de transitie een impact zal hebben op sociale groepen in België. In die zin is het jammer dat de Belgische regering op internationaal vlak een aantal acties mee ondersteunt, maar met de voeten blijft slepen als ze zelf verantwoordelijk is om een aantal acties in eigen land uit te dragen, zoals het Sociaal Klimaatfonds. Ik roep u op, mijnheer de minister, om ook wat dat betreft zo snel mogelijk actie te ondernemen en het budget dat daarvoor beschikbaar is effectief te gebruiken en zo de transitie te versnellen en mogelijk te maken voor iedereen.

05.08 Marc Lejeune (Les Engagés): Je vous remercie, monsieur le ministre, pour vos réponses et pour votre implication.

Vous avez parlé de la transition énergétique verte et de la décarbonation, de la recherche de souveraineté ainsi que de l'élargissement de la coalition à d'autres pays. Le climat traverse évidemment nos frontières. Je suis certain que vous prendrez une excellente initiative. Vous avez évoqué des traités contraignants. À ce sujet, je pense qu'à un moment donné, certaines contraintes seront peut-être nécessaires pour avancer.

Je terminerai en rappelant que nous sommes responsables de l'avenir des générations futures et de leur climat. Nous avons la chance aujourd'hui d'avoir parmi nous un public qui représente cette génération de demain. Vous vous êtes adressé à eux. J'espère que vous les avez convaincus et que nous serons concrets pour toutes celles et ceux qui sont ici pour entendre le ministre du Climat.

Je suis convaincu de votre volonté de travailler – pour ces générations, comme pour celle d'aujourd'hui – pour un avenir meilleur au niveau du climat, pour une transition verte et une décarbonation réelle, comme vous l'avez souligné.

Cette conférence est donc un pas important et j'espère qu'elle se traduira par des actes concrets dans notre pays, afin d'améliorer la vie de ceux qui viendront après nous, comme de celles et ceux qui sont déjà là.

05.09 Éric Thiébaut (PS): Je vous remercie, monsieur le ministre. Votre réponse était assez claire.

05.10 Claire Hugon Lecharlier (Ecolo-Groen): Je vous remercie, monsieur le ministre, pour votre réponse qui, malgré sa profusion et sa longueur, me laisse toutefois un peu sur ma faim.

En effet, vous n'avez parlé que de l'international, comme si la transition se jouait uniquement loin de nos frontières.

Il est évident qu'il faut des solutions à l'échelle internationale. D'ailleurs, nous, les écologistes, avons déposé une proposition de résolution pour que la Belgique rejoigne le traité de non-prolifération des combustibles fossiles. J'entends que vous doutez de l'efficacité d'un tel traité s'il rassemble trop peu de pays, mais c'est précisément pour cela qu'il faut des volontaires pour mener le combat. Si tout le monde tergiverse, alors nous n'avancerons pas.

La sortie des énergies fossiles se joue aussi en Belgique. Aujourd'hui, au niveau de notre pays, cela reste un vœu pieux. La Belgique est un pays où une partie significative de l'économie repose encore sur les énergies fossiles, notamment avec la pétrochimie, le raffinage et le port d'Anvers. Sortir des énergies fossiles en Belgique, ce n'est pas simplement tourner un bouton. Cela ne se fera pas en un jour, et personne ici ne prétend le contraire.

Vous avez rappelé le rôle des pays du Benelux dans la mise sur pied de la conférence de Santa Marta. Vous avez souligné que c'était un signal politique important. Si nous voulons réellement faire partie de la coalition des volontaires, il faut accepter de payer le ticket d'entrée. Nous n'allons pas nous inviter à la table des pionniers, tout en arrivant les mains vides. Faire des discours à Santa Marta, c'est une chose, mais présenter, au retour, une feuille de route crédible, chiffrée, avec un calendrier de suppression des subsides fossiles, c'en est une autre.

La carte blanche de la Coalition Climat, qui résume très bien les enjeux, rappelle que la sortie des énergies fossiles ne peut pas être un simple slogan. Elle doit être planifiée, encadrée, financée pour être juste. En effet, derrière les chiffres, il y a des travailleuses, des travailleurs, des communautés et des territoires qui dépendent aujourd'hui des revenus fossiles. Comme cela a été rappelé, sortir des énergies fossiles sans laisser personne au bord du chemin exige des politiques sociales ambitieuses, une reconversion industrielle, des mécanismes de solidarité internationale et, surtout, une feuille de route précise.

Monsieur le ministre, j'espère donc que pour la prochaine conférence en 2027, vous arriverez avec cette feuille de route.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van Kurt Ravyts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De onderhandelingen over de verdeling van klimaatinkomsten en de herziening van de ETS-richtlijn" (56015769C)

06 Question de Kurt Ravyts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Les négociations sur la répartition des recettes liées au climat et la révision de la directive SEQE" (56015769C)

06.01 Kurt Ravyts (VB): Mijnheer de minister, er valt mij deze legislatuur iets op. In de vorige legislatuur discussieerden we hier veel over de Nationale Klimaatcommissie en over het Overlegcomité. Er werd altijd moord en brand geschreeuwd onder uw ambtsvoorganger, mevrouw Khattabi, en met de toenmalige N-VA-minister van Energie in de Vlaamse regering, mevrouw Demir.

Nu zegt men dat met minister Crucke, met minister Depraetere en interim-minister Bonte alles veel eenvoudiger is en er geen conflicten meer zijn. Nochtans zijn er, als men naar de Nationale Klimaatcommissie kijkt, nogal wat problemen. Ik leg u er twee voor. Momenteel is er nog altijd geen akkoord over de ETS1-inkomsten voor de volgende jaren. Dat gaat over bijna 2 miljard euro aan inkomsten die zijn opgebouwd tussen januari 2023 en februari 2026. Daarover is geen akkoord. Nochtans zouden alle regeringen die middelen kunnen gebruiken, want er komen diverse uitdagingen aan. Er komen klimaatmiddelen binnen, waaronder ETS2 en uiteindelijk ook CBAM. De noodzaak van een akkoord over de verdeling is dus meer dan ooit aanwezig.

Daarnaast zal de ETS-richtlijn in juli worden herzien. Wat is het Belgische standpunt? De Vlaamse regering heeft wel degelijk een standpunt. Ze pleit voor een maximale retour als principe, dus een maximale terugvloeiing van de ETS-inkomsten in lijn met wat het systeem ook bijdraagt. Vlaanderen wil dat die verhouding beter wordt. Ook wat de verdeling binnen België betreft, stelt het Vlaamse regeerakkoord dat de klimaatmiddelen in het kader van de lastenverdeling moeten worden verdeeld in

verhouding tot de bijdrage aan de inkomsten. Dat is inderdaad een communautaire realiteit, de sociaaleconomische realiteit in Vlaanderen is nu eenmaal anders dan in Wallonië. U zult dat niet ontkennen.

Wat is de stand van zaken van de onderhandelingen over de verdeling van de geblokkeerde ETS1-middelen? Wat is de stand van zaken van de onderhandelingen met de gewesten over de Belgische positionering met betrekking tot de herziening van de Europese ETS-richtlijn? Aangezien de N-VA daar geen vragen over stelt, trek ik hier een soort N-VA-kostuum aan en stel ik u die vragen.

06.02 Minister **Jean-Luc Crucke**: Geachte collega, laat me beginnen met uw tweede vraag. Zoals u weet, zal de Europese Commissie uiterlijk op 15 juli een ontwerp voor de herziening van het ETS-mechanisme indienen. Die herziening zal aanzienlijk zijn, gezien de huidige beperkingen waarmee de industrie te maken heeft.

Om op de discussies in België te anticiperen, om tijd te hebben om een gecoördineerde en coherente aanpak te kunnen ontwikkelen en om tegemoet te komen aan de dringende behoeften van de industrie, bijvoorbeeld inzake marktstabiliteitsreserves of benchmarks, hebben we een Belgische positie ontwikkeld. Die positie, een gedetailleerd document van zes pagina's waarin enkele details van het mechanisme worden besproken, werd begin mei afgerond.

We zullen deze positie binnenkort aan de Europese Commissie presenteren en vervolgens verspreiden naar een paar andere lidstaten om hun eigen positie of reactie te peilen. Door dit werk uit te voeren vóór het voorstel van de Europese Commissie wordt ingediend, hopen we onze positie te ondersteunen. Het mechanisme behouden en tegelijkertijd een realistisch traject voor de decarbonisatie garanderen, beschermt onze industrie tegen concurrentie-uitdagingen.

In de positie staat: *"ETS revenues should continue to be used for energy and climate policies, in line with the spending categories of the ETS Directive, while also supporting the competitiveness of the European industry. Revenues should mainly be used to support ETS-1 sectors, while aiming to generate synergies between carbon leakage protection and decarbonisation efforts and taking into account competitiveness."* Ik denk dat daarmee uw bezorgdheid over het gebruik van deze inkomsten voor de industrie die bijdraagt aan het systeem wordt meegenomen.

Wat betreft de *burden sharing* hebben we ons in eerste instantie gericht op de positie met betrekking tot het ETS-mechanisme, om onze algemene visie op het gebruik van de inkomsten op elkaar af te stemmen. Ik hoop echter dat de interfederale besprekingen over de inkomstenverdeling, die in januari van dit jaar zijn begonnen, snel zullen worden aangevat. Vlaanderen leidt dit werk als voorzitter van de Nationale Klimaatcommissie. Ik hoop u spoedig een duidelijke agenda te kunnen presenteren.

Zoals u al opmerkte, staat dit geld op een geblokkeerde rekening, maar het werd intussen al gedeeltelijk door verschillende entiteiten gebruikt.

06.03 **Kurt Ravyts** (VB): Mijnheer de minister, ik ben verheugd dat er een Belgische positionering is wat betreft de herziening van de ETS-richtlijn. Mijnheer de voorzitter, kan de commissie die nota krijgen, aangezien ze blijkbaar op Belgisch niveau is gevalideerd? Dat lijkt immers interessant. Ik zal deze vraag ook per mail aan het commissiesecretariaat bezorgen.

Een realistisch traject naar decarbonisatie is inderdaad de juiste weg. We verschillen ongetwijfeld van mening over wat dan precies dat realisme is, maar dat is voer voor een ander debat.

Over *burden sharing* hebt u nog geen finaal akkoord bereikt. Dat wordt toch dringend, in het licht van de Europese klimaatmiddelen die op komst zijn. Als u de komende jaren echt een trendbreuk wilt realiseren met de vorige federale regering, dan moet er toch een soort vrede komen hierover en moet de verdeling wat *smoother* gaan.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Vraag van Kurt Ravyts aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De onderhandelingen over de intra-Belgische bevoegdheidsverdeling inzake ETS voor de scheepvaart" (56015772C)

07 Question de Kurt Ravyts à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Les négociations sur la répartition intra-belge des compétences ETS pour le transport maritime" (56015772C)

07.01 Kurt Ravyts (VB): De Nationale Klimaatcommissie blijft mij boeien, mijnheer de minister. We spreken daar niet zo heel veel over, maar vandaag is hier al even de kwestie van de broeikasgasemissies van schepen en dus de decarbonisatie binnen de scheepvaart aan bod gekomen. We weten dat er een uitbreiding is geweest van het emissiehandelsstelsel naar de maritieme sector in de richtlijn van 2023. Dat is trouwens een kernonderdeel van *Fit for 55*. De verplichtingen gelden ongeacht vlag of eigendom. Bepalend is de operationele aanwezigheid in de Europese Economische Ruimte. Het gaat dan over CO₂-emissies die moeten worden gemonitord, gerapporteerd door de rederijen en uiteraard geïncasseerd door een erkende instantie. Men moet dan ook rechten inleveren. In 2024 betrof het uitsluitend CO₂. Methaan wordt al sinds 2024 onder het herziene kader gemonitord en telt vanaf dit jaar mee in de ETS-verrekening.

Mijn vraag gaat eigenlijk over de gesprekken die binnen de Nationale Klimaatcommissie lopen – ik zal het nog geen debatten noemen – om tot een duidelijke juridisch onderbouwde en politiek gedragen bevoegdheidsverdeling te komen inzake het ETS voor de scheepvaart. Na een politiek akkoord zou de juridisch-technische werkgroep de opdracht krijgen om dat akkoord te vertalen naar een samenwerkingsakkoord in dit complexe land.

Kunt u meer toelichting geven over welke intra-Belgische betwistingen er zijn rond de bevoegdheidsverdeling ter zake? Werd er al een akkoord bereikt? Zo ja, wat zijn daarvan de krachtlijnen?

07.02 Minister Jean-Luc Crucke: Collega, hartelijk dank voor uw vraag en uw interesse in dat onderwerp.

Ik kan bevestigen dat die kwestie al enkele maanden wordt besproken tussen Vlaanderen en de federale overheid. Zoals u weet, heeft de federale overheid jurisdictie over de Noordzee en dus met name over de monitoringactiviteiten met betrekking tot de vloot, bunkering enzovoort. De federale overheid verzamelt alle gegevens over het brandstofverbruik van schepen en is als zodanig bij uitstek geschikt om de rol van bevoegde autoriteit te vervullen. Zoals u al zei, is de omzetting een puur administratieve handeling met betrekking tot de boekhouding.

Aangezien het ETS gekoppeld is aan emissies, betreft het echter een gedeelde bevoegdheid. Industriële emissies worden berekend op het grondgebied waar die industrieën gevestigd zijn en emissies op zee vallen dan weer onder de federale bevoegdheid. De ministers die verantwoordelijk zijn voor beide entiteiten, namelijk minister Verlinden voor het federale niveau en minister Depraetere voor het Vlaamse niveau, hebben daarom gezocht naar een compromis waarbij beide entiteiten de bevoegdheden zouden kunnen delen. Om tot een constructieve oplossing te komen, hebben ze voorgesteld een administratieve instelling op te zetten die gezamenlijk door beide entiteiten wordt beheerd. Aangezien dit voorstel geen unanieme steun kreeg, werken de betrokken ministers momenteel aan de vaststelling van de administratieve procedures op grond waarvan Vlaanderen de administrerende autoriteit zou zijn en het DG Scheepvaart verantwoordelijk zou zijn voor de handhaving. Voor meer informatie verwijs ik u graag naar minister Verlinden.

07.03 Kurt Ravyts (VB): Dank u voor uw toelichting.

Zoals het goede Belgen betaamt, is er blijkbaar een compromis gesloten tussen de ministers Verlinden en Depraetere/Bonte. Er komt dus een administratieve instelling om die zaken te behartigen. Ik zal minister Verlinden daarover verder bevragen. Dank u wel.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van Phaedra Van Keymolen aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "Het exploratieprogramma voor witte waterstof" (56016035C)

08 Question de Phaedra Van Keymolen à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le programme d'exploration de l'hydrogène blanc" (56016035C)

08.01 **Phaedra Van Keymolen** (cd&v): Mijnheer de minister, ik heb een korte vraag over het exploratieprogramma voor witte waterstof. Het is even gaan liggen. Op de ministerraad van 1 april 2026 hebt u 1,5 miljoen euro uit de ETS1-inkomsten vrijgemaakt voor dat exploratieprogramma naar witte waterstof, naar aanleiding van de ontdekking van een waterstofveld bij Metz in Frankrijk eind maart 2026. De eerste evaluatie wordt binnen twee jaar verwacht, dus tegen het voorjaar van 2028. Meerdere geologen betwijfelen echter sterk of het Franse veld zich wel uitstrekt tot op Belgisch grondgebied.

Mijnheer de minister, wat is de stand van zaken? Op welke onafhankelijke wetenschappelijke adviezen is die beslissing gebaseerd? Welke tussentijdse mijlpalen zullen worden gehanteerd? Wanneer zult u beslissen of het programma al dan niet wordt voortgezet?

08.02 Minister **Jean-Luc Crucke**: Geachte collega, het besluit is niet gebaseerd op de veronderstelling dat de waterstofaccumulatie in Lotharingen zich automatisch uitstrekt tot in België. Integendeel, het doel is juist om op onafhankelijke en stapsgewijze wijze na te gaan of de geologische omstandigheden die nodig zijn voor de vorming, migratie en accumulatie van natuurlijke waterstof in de Belgische ondergrond aanwezig zijn.

Het programma is gebaseerd op voorbereidende werken uitgevoerd door de Belgische Geologische Dienst van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen. Dat werk identificeert verschillende potentiële geologische mechanismen in België, waaronder steenkoolbekkens, diepe ontgassing, oxidatiereacties en radiolyse in diepe gesteenten die verrijkt zijn met radioactieve elementen.

In elke communicatie wordt echter duidelijk gesteld dat de aanwezigheid van waterstof in exploitatieerbare hoeveelheden nog moet worden aangetoond. Dat waterstof aanwezig is, is zeker, maar het moet ook exploiteerbaar zijn. Het gaat dus niet om een exploitatieprogramma, maar om een wetenschappelijk programma dat tot doel heeft om het potentieel objectief te beoordelen.

De Franse case vormt een belangrijk signaal, maar is geen bewijs dat de accumulatie zich uitstrekt tot in België. Juist om de door verschillende geologen geuite twijfels weg te nemen, financiert de staat een eerste fase, die beperkt en methodisch is.

Een eerste evaluatie wordt verwacht in het voorjaar van 2028. Of het programma wordt voortgezet dan wel beëindigd, hangt af van de overeenstemming tussen de modellen en de veldwaarnemingen, alsook van de wetenschappelijke duidelijkheid met betrekking tot de vastgestelde aanwezigheid. De beslissing om het programma voort te zetten of te beëindigen, zal daarom worden genomen na die eerste evaluatie, die naar verwachting in het voorjaar van 2028 zal plaatsvinden.

Er zijn drie mogelijke uitkomsten, namelijk beëindiging indien er geen concrete signalen worden geïdentificeerd, beperkte voortzetting indien bepaalde aanwijzingen nadere verificatie vereisen of een overgang naar een ambitieuze exploratiefase indien gegevens duidelijk convergeren.

Een eerste tussentijdse evaluatie wordt verwacht in het voorjaar van 2027, gebaseerd op de resultaten van de eerste preliminaire metingen. Daarmee kan het programma een eerste keer worden bijgestuurd op het vlak van methodes en locaties.

Een tweede evaluatie zal naar verwachting plaatsvinden in het voorjaar van 2028. Daarbij zijn er drie mogelijke uitkomsten, namelijk beëindiging indien er geen concrete signalen worden geïdentificeerd, voortzetting indien bepaalde aanwijzingen nadere verificatie vereisen of, zoals gezegd, een overgang naar een ambitieuze exploratiefase indien gegevens duidelijk convergeren.

We financieren geen geologische zekerheid, we financieren het verminderen van onzekerheid. Gezien

de energie-, industriële en wetenschappelijke belangen die op het spel staan, zou het voorbarig zijn om te beweren dat België over een exploiteerbare hulpbron beschikt, maar het zou evenzeer voorbarig zijn om het potentieel niet te evalueren.

08.03 Phaedra Van Keymolen (cd&v): Mijnheer de minister, ik dank u voor de toelichting en de verduidelijking.

Het is duidelijk dat wij nog even afwachten tot de eerste tussentijdse evaluatie in het voorjaar van 2027 en vooral tot de eerste evaluatie in het voorjaar van 2028.

Uw uitspraak "we financieren het verminderen van onzekerheid" vind ik een mooie uitspraak, die ik zal onthouden.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

09 Question de Éric Thiébaut à Jean-Luc Crucke (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "Le cadre financier pluriannuel 2028-2034" (56016055C)

09 Vraag van Éric Thiébaut aan Jean-Luc Crucke (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "Het meerjarig financieel kader 2028-2034" (56016055C)

09.01 Éric Thiébaut (PS): *Monsieur le ministre, l'Union européenne négocie actuellement son cadre financier pluriannuel 2028-2034.*

Ce budget va structurer en profondeur le visage de l'Europe pour sept années consécutives.

Or les enjeux ne manquent pas, y compris du point de vue de vos compétences:

L'UE va-t-elle investir résolument dans la compétitivité industrielle et la décarbonation, comme recommandé par Draghi (700 milliards par an) ou va-t-elle se ranger du côté des États frugaux?

L'Europe sera-t-elle dotée de ressources propres, par exemple fondées sur le marché du carbone, pour financer la transition écologique, ou cette discussion sera-t-elle sur les bloquée par ceux qui n'en veulent pas?

Va-t-on maintenir le financement de l'agriculture durable, de la cohésion sociale et du développement régional, ou ces programmes budgétaires vont-ils être réduits comme peau de chagrin?

Est-ce que les programmes seront fléchés et orientés vers des objectifs comme par ex. le climat ou échangera-t-on désormais "du cash pour des réformes" avec une emprise renforcée de la Commission sur les politiques nationales? Est-ce que les enveloppes pour les régions moins développées seront protégées ou bien la clef de répartition sera laissée à discrétion des États?

Toutes ces questions sont déterminantes pour l'Europe, pour la Belgique, pour nos régions et pour nos citoyens.

Or on ne connaît toujours pas la position du gouvernement fédéral.

La Commission européenne a fait une proposition. Le Parlement européen s'est positionné. Au niveau du Conseil, les réunions déterminantes doivent bientôt avoir lieu.

Voici donc mes questions:

Comment ce dossier est-il traité au Conseil des ministres?

Comment analysez-vous les principaux enjeux de ce dossier du point de vue de vos compétences, le Climat, la Transition environnementale et le Développement durable?

Comment êtes-vous intervenu à ce stade sur ce dossier?

Enfin, si le gouvernement fédéral ne définit pas rapidement une position commune, ne craignez-vous pas qu'au moment opportun, c'est-à-dire lorsque les réunions du Conseil auront lieu, d'autres que vous imposent leurs propres vues pour des décisions qui auront un impact déterminant le climat et l'environnement les sept prochaines années? Comment éviter alors le sentiment d'une occasion manquée?

09.02 Jean-Luc Crucke, ministre: Cher collègue, comme vous le notez avec justesse, les discussions sont en cours au niveau européen – à ce stade au sein du Conseil européen et du Parlement européen – pour préparer les positions respectives. Il s'agit d'un dossier complexe, transversal, et il me semble encore un peu tôt pour répondre à tous les enjeux qui lui sont liés, enjeux que vous soulevez à juste titre. Je vous renvoie vers le premier ministre et vers mon collègue en charge des Affaires européennes pour des questions plus spécifiques et plus techniques sur ce dossier.

Par rapport à la manière dont ce dossier est traité, il relève principalement de la filière Affaires générales du Conseil. Plusieurs éléments-clés seront utilement validés par le Conseil européen. En parallèle, les discussions portent également sur les programmes de financement dans les différentes filières du Conseil. Les deux instruments majeurs, le Fonds pour les plans de partenariats nationaux et régionaux et le Fonds européen de compétitivité sont également du ressort de la filière Affaires générales, vu leur caractère transversal. Les prises de position belges sur le cadre sont validées au sein d'une DGE restreinte, associant le premier ministre, les vice-premiers ministres et les ministres-présidents. Cette coordination reflète la nature profondément transversale du dossier, qui touche de nombreuses compétences régionales et communautaires et nécessite donc une coordination intrabelge étroite.

Dans ce contexte, mon rôle ainsi que celui des collaborateurs issus des administrations sous ma responsabilité consiste à alimenter de manière concrète et continue les négociations européennes, en apportant des contributions ciblées sur les volets relevant de mes compétences. Compte tenu du rythme très soutenu des discussions, cette capacité d'influence en amont est aujourd'hui déterminante. Sur le fond – comme indiqué dans ma note de politique générale –, je défends évidemment l'idée que l'Europe doit se doter de moyens à la hauteur des investissements nécessaires, notamment pour la décarbonation et la transition industrielle. Cela suppose un financement ambitieux, en cohérence avec les objectifs de Green Deal et du Clean Industrial Deal.

Deuxièmement, il faut garantir la cohérence de l'ensemble du budget. Il ne s'agit pas seulement de financer la transition, mais également d'éviter que d'autres financements n'y portent atteinte, c'est tout le sens d'une application transversale du principe de ne pas causer de préjudices significatifs aux objectifs environnementaux.

Troisièmement, il est essentiel de maintenir une priorité claire à la transition verte dans l'allocation des ressources, tout en préservant les moyens alloués aux États membres dans un contexte budgétaire contraint. Cette approche vaut aussi pour les instruments concrets. Par exemple, concernant le programme LIFE, la proposition de la Commission vise à intégrer ces actions dans d'autres programmes. Bien qu'aucun des deux ne soit traité en filière Environnement – et donc dans mes compétences –, je veux confirmer que nous avons adopté une position de principe favorable à assurer la continuité effective de ces financements environnementaux, même si la discussion budgétaire reste ouverte à ce stade.

Plus largement, j'insiste sur la nécessité d'une intégration transversale des objectifs climatiques, environnementaux et de biodiversité dans l'ensemble du budget européen. Cela suppose notamment des méthodologies solides pour mesurer la contribution du budget à ces objectifs, ainsi que le maintien d'une référence explicite à la biodiversité, en lien avec nos engagements internationaux.

Enfin, sur la question des investissements dans la compétitivité industrielle et la décarbonation, les besoins chiffrés dans le rapport Draghi couvrent à la fois les investissements publics et privés. Parmi les investissements publics, des États membres peuvent aussi contribuer directement. Dans ce cadre, la Belgique défend une approche qui privilégie les instruments européens plutôt qu'un recours facilité aux aides d'États nationales.

Pour répondre à votre dernière question, je ne partage pas l'idée d'une absence de position ou d'un risque de marginalisation. Dans une négociation européenne qui avance rapidement, l'enjeu est précisément d'influencer les orientations au moment où elles se construisent. C'est dans cet esprit que

nous intervenons de manière active et continuons aujourd'hui avec l'objectif de peser concrètement sur les choix qui seront déterminants pour les années à venir.

09.03 **Éric Thiébaut** (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 Questions jointes de

- **Claire Hugon Lecharlier** à **Jean-Luc Crucke** (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La résolution à l'ONU et l'avis de la CIJ qualifiant la crise climatique de danger existentiel" (56016060C)

- **Sarah Schlitz** à **Jean-Luc Crucke** (Mobilité, Climat, Transition environnementale et Développement durable) sur "La résolution à l'ONU et l'avis de la CIJ qualifiant la crise climatique de danger existentiel" (56016072C)

10 Samengevoegde vragen van

- **Claire Hugon Lecharlier** aan **Jean-Luc Crucke** (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De VN-resolutie en het advies v.h. ICJ waarin de klimaatcrisis een existentieel gevaar wordt genoemd" (56016060C)

- **Sarah Schlitz** aan **Jean-Luc Crucke** (Mobiliteit, Klimaat, Ecologische Transitie en Duurzame Ontwikkeling) over "De VN-resolutie en het advies v.h. ICJ waarin de klimaatcrisis een existentieel gevaar wordt genoemd" (56016072C)

10.01 **Claire Hugon Lecharlier** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, ce 20 mai, l'Assemblée générale des Nations unies va se prononcer sur une résolution qui est portée par le Vanuatu. C'est un texte qui traduit en actions collectives l'avis, qu'on peut vraiment qualifier d'historique, qui avait été rendu en juillet dernier par la Cour internationale de Justice (CIJ). Cet avis qualifiait la crise climatique de "danger existentiel" et consacrait l'obligation juridique des États d'agir et de réparer.

Le 13 mai dernier, dans une carte blanche publiée par *Le Soir*, la Coalition Climat appelle la Belgique à soutenir ce texte. Et elle pointe un silence, celui de votre collègue Maxime Prévot, le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères. Ce silence est plus largement le silence des Engagés et de tout le gouvernement. Personne n'a affiché à ce jour de soutien public à cette résolution qui est pourtant très importante. Vous connaissez ce dossier. Vous avez d'ailleurs, à plusieurs reprises, évoqué publiquement l'importance de cet avis de la CIJ.

L'heure est venue de passer de la parole aux actes. Cette résolution ne réinvente pas l'eau chaude. Elle demande simplement aux États de reconnaître des obligations qui leur incombent déjà. S'abstenir ou, par exemple, ne pas soutenir, reviendrait à dire que le droit international s'applique à la carte. Ce qui ne serait évidemment pas une première pour l'Arizona, mais j'oserais espérer que cela ne se passera pas dans ce cas-ci. Cela reviendrait aussi à oublier que les pays riches, dont le nôtre, doivent contribuer justement au financement climatique international. Ce n'est pas de la charité, c'est de la justice, et c'est aussi un investissement pour nous protéger, nous et le monde, face au changement climatique.

Alors, monsieur le ministre, je voudrais en appeler à votre courage politique, qui, parfois, veut dire voter du bon côté de l'histoire. Mes questions sont donc les suivantes.

La Belgique soutiendra-t-elle cette résolution? Quelles démarches, quels échanges avez-vous eus avec votre collègue Prévot concernant ce dossier? Quel signal la Belgique enverra-t-elle sur sa contribution au financement climatique international, alors qu'on voit sa contribution à la coopération au développement diminuer structurellement depuis l'arrivée de l'Arizona?

10.02 **Jean-Luc Crucke**, ministre: Chère collègue Hugon Lecharlier, je pense pouvoir, très modestement d'ailleurs, vous satisfaire, en tout cas, je l'espère.

Mon cabinet et celui du ministre Prévot, ainsi que nos administrations, ont suivi de très près les développements relatifs à la nouvelle résolution de l'Assemblée générale des Nations unies concernant l'avis de la CIJ sur le changement climatique. Cela se fait en étroite coordination avec notre représentation permanente à New York, où se sont déroulées les négociations.

La Belgique soutient cette résolution. Mieux encore, notre pays sera coparrain de la résolution. En ma qualité de ministre fédéral du Climat, cela constitue pour moi une évidence, et vous l'avez d'ailleurs rappelé. D'abord, parce que l'avis de la CIJ constitue une étape majeure dans le développement du droit international et de la politique internationale liée au changement climatique – et vous savez que le droit m'intéresse, comme vous, d'ailleurs.

Deuxièmement, parce que cet avis apporte des clarifications supplémentaires quant aux responsabilités des États dans la lutte contre le changement climatique.

Et finalement, parce que cet avis souligne également l'importance des instruments multilatéraux existants et appelle tous les pays à faire preuve de la plus grande ambition afin de limiter l'impact du changement climatique. C'est pourquoi, au cours des négociations, la Belgique a adopté une attitude constructive et s'est systématiquement prononcée en faveur d'un texte équilibré.

Le texte final accueille l'avis de la Cour comme une clarification des obligations des États en matière de changement climatique. L'adoption de cette résolution reflète ainsi un engagement commun et une ambition partagée de la part de l'ensemble des États membres onusiens pour faire face aux effets du changement climatique dans le plein respect de l'avis de la CIJ. La Belgique, aux côtés de l'Union européenne et de ses États membres, se félicite de la coopération constructive qui a permis l'élaboration de cette résolution, et continuera à s'engager à l'avenir dans tous les fora pertinents afin de lutter efficacement contre les effets du changement climatique.

S'agissant du financement climatique international, je tiens à souligner que, malgré un contexte budgétaire contraint et la diminution globale des moyens alloués à la coopération au développement, le ministre Prévot et moi-même restons tous deux pleinement attachés à ce que la question climatique continue de recevoir l'attention qu'elle mérite. Nous avons ainsi confirmé, dans le cadre de l'accord de gouvernement, l'adhésion de la Belgique aux objectifs de l'accord de Paris et des cadres internationaux en matière de climat, et nous nous engageons à maintenir un niveau d'ambition élevé en matière de financement climatique international.

Nous veillons, dans ce cadre, à ce que la Belgique poursuive ses efforts afin de respecter ses engagements internationaux, notamment en matière de soutien aux pays les plus vulnérables face au changement climatique. Cette volonté s'inscrit dans une approche responsable qui tient compte à la fois des réalités budgétaires actuelles et des obligations qui incombent à notre pays sur la scène internationale.

Enfin, je saisis l'occasion pour vous rappeler que je coorganiserai avec la cour d'appel de Mons, le 15 septembre, un colloque sur l'avis de la CIJ. Ce colloque a pour but de contribuer à une meilleure compréhension des implications de cet avis pour la Belgique et aux conséquences juridiques qu'on pourra en tirer sur les plans organisationnel et juridictionnel. Je vous invite bien évidemment à cette conférence.

10.03 Claire Hugon Lecharlier (Ecolo-Groen): Merci beaucoup pour vos réponses, monsieur le ministre.

En effet, j'accueille avec plaisir votre information selon laquelle la Belgique soutiendra cette résolution.

Cet avis est effectivement historique. Nous suivrons donc avec beaucoup d'attention l'avenir de cette résolution et plus largement les développements autour des divers contentieux juridiques et des enjeux climatiques, notamment ici en Belgique avec le Farmer Case face à TotalEnergies.

J'entends bien l'événement dont vous parlez à la cour d'appel de Mons. J'ai moi-même déjà eu l'occasion de visiter la cour d'appel de Mons il y a quelques années, avec la ministre Khattabi, puisque cette cour d'appel dispose d'une section environnementale spécialisée. J'imagine que c'est la raison pour laquelle vous avez choisi d'y organiser cet événement. Mon collègue Van Hecke et moi-même avons une proposition de loi visant à généraliser ces juridictions environnementales, justement en raison de l'importance et de la spécificité de ce type de contentieux. J'espère que nous pourrons compter sur votre parti pour la soutenir.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.49 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11 h 49.*